

Conférence ministérielle de la TICAD (6-7 octobre 2018)
Réunion plénière 3 : « Une société saine, durable et stable »
Résumé des coprésidents

La réunion plénière 3 fut coprésidée par le Bureau du Conseiller spécial pour l’Afrique des Nations unies (UN-OSAA) et la Banque mondiale. Dans ses remarques introductives, Mme Bience Gawanas, Conseillère spéciale pour l’Afrique des Nations unies, a souligné le fait que la sécurité humaine demande une approche globale et centrée sur les individus englobant des actions dans les domaines interdépendants de la paix, de la sécurité, des droits de l’homme et du développement durable. Exposant les perspectives et les défis pour développer des sociétés saines, durables et stables en Afrique, Mme Gawanas a également exhorté tous les participants à mettre en œuvre les mesures et les projets de la TICAD, qui en retour soutient la réalisation de l’Agenda 2030 pour un Développement durable ainsi que l’Agenda 2063 de l’Union africaine.

Reconnaissant le fait que des systèmes de santé résilients posent les bases pour une population saine et productive qui contribue à une croissance inclusive, les participants ont réaffirmé le besoin d’une couverture sanitaire universelle (CSU) en améliorant l’accès à des services de santé équitables et de qualité, des médicaments efficaces et d’un prix abordable, des professionnels de santé qualifiés. Ils ont également répété le besoin d’un financement accru, notamment en augmentant la mobilisation des ressources intérieures. A cet égard, il fut pris note de la Réunion africaine conjointe sur le réapprovisionnement des fonds sanitaires organisée par l’Union africaine en 2019. Les participants ont souligné l’importance d’une préparation renforcée contre les épidémies et ils ont fait remarquer que la mise en oeuvre des Centres africains de prévention et de lutte contre les maladies était un important pas en avant.

De nombreux pays africains ont également partagé les progrès ainsi bien que les défis dans leurs efforts pour mettre en place la CSU en coopération avec l’aide internationale. Les participants ont identifié des domaines qui exigent l’attention, comme le taux élevé de mortalité maternelle, infantile et de nouveau-nés, les maladies tropicales négligées, et l’incidence croissante de maladies non transmissibles ainsi que de la malaria, de la tuberculose et du virus VIH. Ils ont également mentionné le besoin de progrès continus pour améliorer l’alimentation des enfants et l’accès à l’eau, ainsi que l’assainissement du continent, et ils ont encouragé des approches innovantes et l’implication du secteur privé.

Les participants conviennent de la nécessité urgente d’accroître la résilience et la préparation des États africains face aux effets négatifs du changement climatique, aux conditions météorologiques

extrêmes et aux désastres naturels. Ils ont observé que la dégradation environnementale et la compétition pour des ressources limitées peuvent contribuer à créer des tensions et des conflits, et ils ont souligné l'importance de mesures d'adaptation globales vis-à-vis du changement climatique. L'importance des capacités de développement pour la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 fut reconnue par les participants. La séance a également souligné la nécessité de construire des villes propres et durables étant donné la rapide urbanisation africaine.

Bien que des progrès vers la paix et la sécurité, furent reconnus, les participants ont souligné la nécessité d'une action continue pour combattre l'extrémisme violent et le terrorisme, surtout dans le Bassin du Lac Tchad et le Sahel. Dans le même temps, les nouvelles opportunités pour des progrès régionaux dans la Corne de l'Afrique furent prises en compte. Pour atteindre le but de l'Union africaine baptisé « Faire taire les armes pour 2020 », les participants ont reconnu l'importance de la prévention des conflits, mais aussi celle de solutions africaines aux problèmes africains. Ils ont insisté sur le fait que les gouvernements africains devraient faire des efforts concertés pour s'en prendre aux causes structurelles de conflit, comme les inégalités et la marginalisation socio-économique et politique, tout en améliorant leur gouvernance et en veillant à la protection des droits de l'homme.

Les progrès vers la démocratie furent reconnus, et les participants ont souligné l'importance de construire des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux. De telles institutions sont également essentielles pour combattre efficacement la corruption et la fuite de capitaux illicites.

Les participants ont pris acte que le développement durable requiert l'autonomisation et l'implication active de tous les membres de la société, y compris des plus vulnérables. À cet effet, ils ont reconnu l'importance du rôle des jeunes et soulignent le besoin d'autonomie de la jeunesse du continent au travers d'une éducation de qualité, de formation professionnelle, de soutien envers l'entrepreneuriat, et le développement de l'accès à des emplois décents. Ainsi, le continent sera en mesure d'exploiter l'énergie et la créativité de sa jeunesse afin de capter le dividende démographique.

Dans le même temps, de nombreux participants ont également insisté sur la nécessité de produire des efforts déterminés et exhaustifs afin de réduire les inégalités entre les sexes et de promouvoir l'émancipation économique, sociale et politique des femmes. Les sociétés durables et stables

requièrent la pleine inclusion des femmes à tous les niveaux et la reconnaissance de leur rôle et de leur contribution.

Dans sa remarque finale, Mme Diarietou Gaye, Directrice de stratégie et des opérations de la région africaine de la Banque mondiale, a noté la richesse des expériences partagées et les efforts des pays africains pour construire des sociétés pacifiques et stables ainsi que la mise en place de la CSU. Elle a également pris acte que la session avait réaffirmé le rôle conjoint et central de la paix, de la sécurité et du développement, et l'importance du développement durable et des opportunités économiques permettant de maintenir la paix sur le continent.

Les participants ont reconnu l'apport de la TICAD au cours des 25 années qui ont suivi sa création, et sont impatients d'étudier et de renforcer le processus et la plateforme lors de la TICAD 7, qui doit se tenir à Yokohama, Japon, en 2019.

FIN